

SEULE NOTRE MOBILISATION UNIE ET DÉTERMINÉE, ICI EN FRANCE, PEUT IMPOSER LE RETRAIT DES TROUPES IMPÉRIALISTES FRANÇAISES !

Déclaration des jeunes réunis le 21 mai 2011 pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, de Libye et de Côte d'Ivoire.

Le samedi 21 mai 2011, **23 jeunes travailleurs, lycéens, étudiants et enseignants** étaient réunis à l'appel des comités pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique.

Depuis 1 an, **plus de 1 600 signatures** ont été réunies grâce à l'activité de tous ceux qui ont porté la pétition pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Nous sommes résolus à en récolter encore bien plus et à définir bientôt avec les signataires de nouvelles initiatives pour **gagner le retrait définitif et total des troupes impérialistes françaises.**

La présence de représentants du collectif Ensemble contre les massacres en Côte d'Ivoire (ECMCI) venus témoigner du rôle colonialiste et barbare de la France en Côte d'Ivoire a renforcé notre conviction que nous devons ici, en France, nous mobiliser et nous battre afin que l'impérialisme français cesse de piller, de tuer et de terroriser les populations en Afghanistan et en Afrique.

La Côte d'Ivoire est toujours sous le joug de la Françafrique

Depuis 2002 et l'élection de L. Gbagbo, la France, sous le nom de Force Licorne, occupe la Côte d'Ivoire pour assurer les intérêts de Total, Bouygues et Bolloré dans ce pays. Aujourd'hui, la France et son armée, promptes à condamner les exactions commises par le camp de L. Gbagbo, couvrent les massacres perpétrés par les partisans d'A. Ouattara (organisés dans les Forces républicaines de Côte d'Ivoire, FRCI) et contrôlent militairement l'ensemble du territoire.

C'est d'ailleurs un colonel français en tant que conseiller spécial du président ivoirien aux affaires militaires qui commande l'armée du pays. Le pays est ravagé, notamment dans l'ouest, par des massacres barbares organisés par les miliciens de Ouattara contre les opposants et tous ceux qui ne sont pas de l'« ethnie » du président : les hommes et leurs fils sont exécutés, par balle ou par machette, parfois brûlés vifs, de nombreuses femmes sont violées.

Ce sont des milliers de personnes qui sont assassinés sous l'œil complice de l'occupant français : alors que l'Onu a annoncé le 25 mai recenser 1 012 personnes tuées par les FRCI, dont 103 femmes et 42 enfants, la Croix-rouge communiquait déjà le 29 mars qu'il y avait eu plus de 800 morts rien que dans la ville de Duékoué.

Le seul représentant d'un pays européen le jour de l'investiture d'A. Ouattara était N. Sarkozy, accompagné de ses amis intimes M. Bouygues et V. Bolloré, prouvant encore une fois que, pour reprendre les mots des camarades de l'ECMCI, la France mène en ce moment en Côte d'Ivoire une « colonisation qui ne dit pas son nom ».

C'est ce qu'a avoué par un lapsus, ô combien révélateur, Henriette Dagri-Diabaté, grande chancelière de Côte d'Ivoire, lorsque dans un discours où elle a appelé le président Ouattara « Monsieur le préfet »...

Halte aux bombardements en Libye !

Depuis plusieurs mois, les peuples arabes cherchent à se libérer du joug de leurs régimes dictatoriaux par la lutte. Alors que les Libyens se révoltaient contre Muhamar Kadhafi, Sarkozy en a profité pour attaquer la Libye afin de s'approprier les raffineries de pétrole et poser ses pions pour mater les processus révolutionnaires de la région.

Il n'est pas inutile de rappeler que Kadhafi fut invité avec les honneurs à l'Élysée fin 2007, pour négocier des contrats avec la France. De même, si l'actuel Conseil national de transition, ce gouvernement de Kadhafi sans Kadhafi, est reconnu par les autorités françaises, c'est qu'il assure à la France le contrôle du pétrole et une place de choix dans l'économie de reconstruction après la guerre.

La mission l'Harmattan, nom de l'opération française en Libye démarrée le 19 mars, est un gouffre financier payé par les travailleurs. Chaque bombe tombée sur les civils libyens coûte 300 000 euros. Nous payons chaque heure de vol d'un avion Rafale 40 000 euros, le fonctionnement du porte-avion Charles-de-Gaulle 50 000 euros par heure.

L'armée française effectue plus de 30 vols par jour, dont la moitié pour des bombardements. Le ministère de la Défense estime à plus d'1 million d'euros par jour le coût de la guerre en Libye.

Cette guerre qui se fait au mépris de la volonté réelle du peuple libyen est déjà une défaite pour l'impérialisme français, qui expliquait il y a deux mois qu'il n'interviendrait que trois jours ! Ses avions Mirage se fatiguent et doivent subir régulièrement des réparations, les meurtres de civils l'ont contraint à l'utilisation d'hélicoptères, alors même qu'après deux mois de bombardements les forces de Kadhafi n'ont pas reculé.

Le gouvernement français veut néanmoins aller jusqu'au bout, et il est prêt s'il le faut à demander une rallonge auprès du Parlement pour terminer son sale travail. Comble de l'ironie, le ministre de la Défense, A. Juppé, l'initiateur d'un plan de casse des retraites et de la sécurité sociale qui a été défait par les grandes grèves de 1995, s'est plaint lui-même des restrictions budgétaires : « Ça fait dix ans que les moyens du Quai d'Orsay ont été diminués et aujourd'hui nous sommes à un moment où [...] nous risquons de ne plus avoir tout à fait les moyens de nos ambitions ».



Évidemment, les ambitions de ce gouvernement ne sont pas le plein emploi, l'augmentation des salaires et le développement des



Réunion des comités pour le retrait des troupes du 21 mai
C'est à nous, en France, de nous organiser et nous battre contre l'impérialisme Français

services publics mais bien l'asservissement et la colonisation des peuples, notamment en Afrique.

La France, vassale des États-Unis dans le borbier afghan

Depuis dix ans, l'armée française mène une guerre aux côtés des États-Unis pour s'accaparer les ressources minières du pays et contrôler le passage du gaz et du pétrole qui a déjà coûté la vie à plus de 15 000 civils afghans.

Après dix ans de lutte contre les Talibans et le terrorisme international, une dépense de 470 millions d'euros pour les opérations en 2010 et 70 morts parmi les soldats français, l'avancée la plus significative provoquée par la coalition semble être dans la production d'héroïne et de haschich : plus de 80 % du pavot mondial (opiacé utilisé pour la fabrication de l'héroïne) proviennent d'Afghanistan et le pays est désormais le premier exportateur de haschich vers la Russie.

8 000 soldats se relaient pour permettre la permanence de 4 000 d'entre eux sur place. Ces troupes ont le mandat de sécuriser les zones placées sous responsabilité française afin d'aider au « développement » du pays et de former la future armée afghane. En 2009, quand 200 millions d'euros étaient alloués aux opérations sur place, 11 millions seulement étaient prévus pour aider la population civile : en Afghanistan comme en France, le gouvernement se fiche des travailleurs !

Les objectifs du gouvernement sont ailleurs. En 2009, la commission des finances de l'Assemblée nationale regrettait fortement l'absence d'entreprises en Afghanistan qui auraient dû profiter de la reconstruction et se faire de l'argent. Mais la guerre est un borbier. Le pays n'est pas assez stable pour que la France ou les États-Unis y envoient leurs entreprises, si bien qu'aujourd'hui l'impérialisme négocie directement avec le mollah Omar !

**Nous n'avons pas à payer pour la guerre !
Mobilisons-nous pour le retrait des troupes !**

Le budget de la défense pour faire la guerre contre les peuples est

de plus de 31 milliards en 2011. 31 milliards pour piller et massacrer !

Cette année, 66 000 postes auront disparu dans l'éducation nationale depuis 2007, dont 16 000 supplémentaires à la rentrée prochaine. Dans le même temps, l'État recrute 15 000 soldats pour l'armée de terre, 10 000 gendarmes, 3 000 marins... par an ! Le gouvernement menace 54 hôpitaux publics de fermeture au nom de la rentabilité alors qu'il se permet de dépenser 1,3 millions d'euros par jour pour occuper l'Afghanistan. Notre système de retraites est détruit, la sécurité sociale le sera bientôt au nom du déficit de l'État.

L'argent existe pourtant ! Il faut le prendre là où il est ! C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans une bataille pour mobiliser massivement les travailleurs et les jeunes pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique. Depuis une première assemblée générale en décembre qui a réuni plus de 30 personnes à Paris, cinq réunions ont eu lieu dans les universités de Nanterre et de Censier ainsi qu'au lycée Claude-Monet à Paris qui ont rassemblé plus de 100 personnes.

Un comité de lutte pour le retrait existe désormais chez les salariés de la librairie Gibert-Joseph, dans les lycées Monet et Rodin (Paris XIII^e), dans les universités de Censier et de Nanterre. Ces comités apparaissent dans les manifestations pour s'adresser largement aux travailleurs et ils relaient la pétition dans les syndicats, en premier lieu à la CGT. Des comités de quartier vont se constituer afin de populariser la campagne grâce aux militants qui mènent régulièrement la campagne sur les marchés de Saint-Denis et de Montreuil ou encore à la gare de Sartrouville.



Tous ensemble, jeunes travailleurs, lycéens, étudiants, enseignants, nous tenons à réaffirmer clairement notre soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris le droit des dernières colonies françaises, les DOM-TOM, à l'autodétermination. C'est au nom de ce droit bafoué pour la grande majorité des nations que nous appelons tous les travailleurs et toute la jeunesse à relayer cette

campagne, à signer, à faire signer notre pétition et à constituer des comités de lutte pour le retrait. Il n'y a que les travailleurs et les jeunes, ici en France, qui pourront obtenir le retrait des troupes françaises là-bas. Personne ne le fera à notre place !

C'est pourquoi nous lançons un appel solennel à tous les militants, aux associations et aux organisations se réclamant du mouvement ouvrier à se battre dans l'unité pour réclamer le retrait immédiat, total et définitif de toutes les troupes impérialistes françaises en opération ou postées à l'étranger. La priorité en ce moment ne devrait pas être l'élection présidentielle mais la défense inconditionnelle des services publics et de nos acquis ouvriers. Nous les appelons tous à prendre leurs responsabilités et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour populariser et massifier cette bataille vitale pour tous les travailleurs. Tous ensemble, exigeons :

DE L'ARGENT POUR LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LES RETRAITES, PAS POUR LA GUERRE !

**RETRAIT IMMÉDIAT, TOTAL ET DÉFINITIF DES TROUPES FRANÇAISES
D'AFGHANISTAN DE LIBYE ET DE CÔTE D'IVOIRE !**

fseul.free.fr

www.gsi-litqi.org

ecmci.net

retraitdestroupes@gmail.com